



DEC-2025-140

## DÉCISION DE LA PREMIÈRE VICE-PRÉSIDENTE

---

Déposée en Préfecture le : 28 AVR. 2025

Mise en ligne le : 28 AVR. 2025

---

**RECOURS DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE GRENOBLE TENDANT À L'ANNULATION DE LA DÉCISION IMPLICITE PAR LAQUELLE LE GRAND ANNECY A REJETÉ SA DEMANDE INDEMNITAIRE PRÉALABLE DU 16 AVRIL 2024, D'UNE PART, ET À LA CONDAMNATION DU GRAND ANNECY À LUI VERSER UNE INDEMNITÉ POUR HARCÈLEMENT MORAL, D'AUTRE PART (DOSSIER n° 2405936)**

**La Première Vice-Présidente du Grand Annecy,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment son article L5211-10 portant sur les délégations pouvant être données par le Conseil communautaire à la Présidente ;

**Vu** l'arrêté Préfectoral n° PREF/DRCL/BCL-2018-0066 en date du 21 décembre 2018 approuvant les statuts de la communauté d'agglomération « Grand Annecy » ;

**Vu** la délibération du Conseil communautaire n° D-2020-271 du 16 juillet 2020 portant élection de la Présidente ;

**Vu** la délibération du Conseil communautaire n° D-2020-273 du 16 juillet 2020 portant élection de la 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente ;

**Vu** la délibération du Conseil communautaire n° D-2020-278 du 16 juillet 2020 portant délégation de pouvoir à la Présidente, et notamment son article 2.1. ;

**Vu** l'arrêté de la Présidente n° ARR-2024-08 du 29 février 2024 portant déport de la Présidente du Grand Annecy ;

**Vu** l'arrêté de la Présidente n° ARR-2025-04 du 16 avril 2025 portant complément à l'arrêté de déport de la Présidente du Grand Annecy n° ARR-2024-08 du 29 février 2024.

### DÉCIDE

**Article 1** : par une requête enregistrée au greffe sous le n° 2405936, un agent du Grand Annecy sollicite du Tribunal administratif de GRENOBLE qu'il annule la décision implicite par laquelle le Grand Annecy a rejeté sa demande indemnitaire préalable du 16 avril 2024 d'une part, et à la condamnation du Grand Annecy à lui verser une indemnité pour harcèlement moral d'autre part. Il convient de défendre les intérêts du Grand Annecy dans le cadre de ce recours contentieux.

**Article 2** : pour défendre les intérêts du Grand Annecy, je missionne le Cabinet d'Avocats Philippe PETIT & Associés, domicilié au 31 rue Royale à LYON (69001), et disposant d'un bureau secondaire au 10 boulevard du Lycée à ANNECY (74000).

**Article 3** : la présente décision sera inscrite au registre des décisions et publiée sur le site internet du Grand Annecy.

**Article 4** : la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Première Vice-Présidente du Grand Annecy dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Grenoble dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de la décision, ou à compter de la réponse du Grand Annecy, si un recours gracieux a été préalablement déposé. Cette possibilité peut être exercée soit par voie postale, soit par l'application « Télérecours citoyens » ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).

Fait à Annecy, le **28 AVR. 2025**

La Première Vice-Présidente,  
dûment habilitée par arrêtés de déport de la  
Présidente du Grand Annecy n° ARR-2024-08  
du 29 février 2024 et n° ARR-2025-04 du 16 avril  
2025



Ségolène GUICHARD.